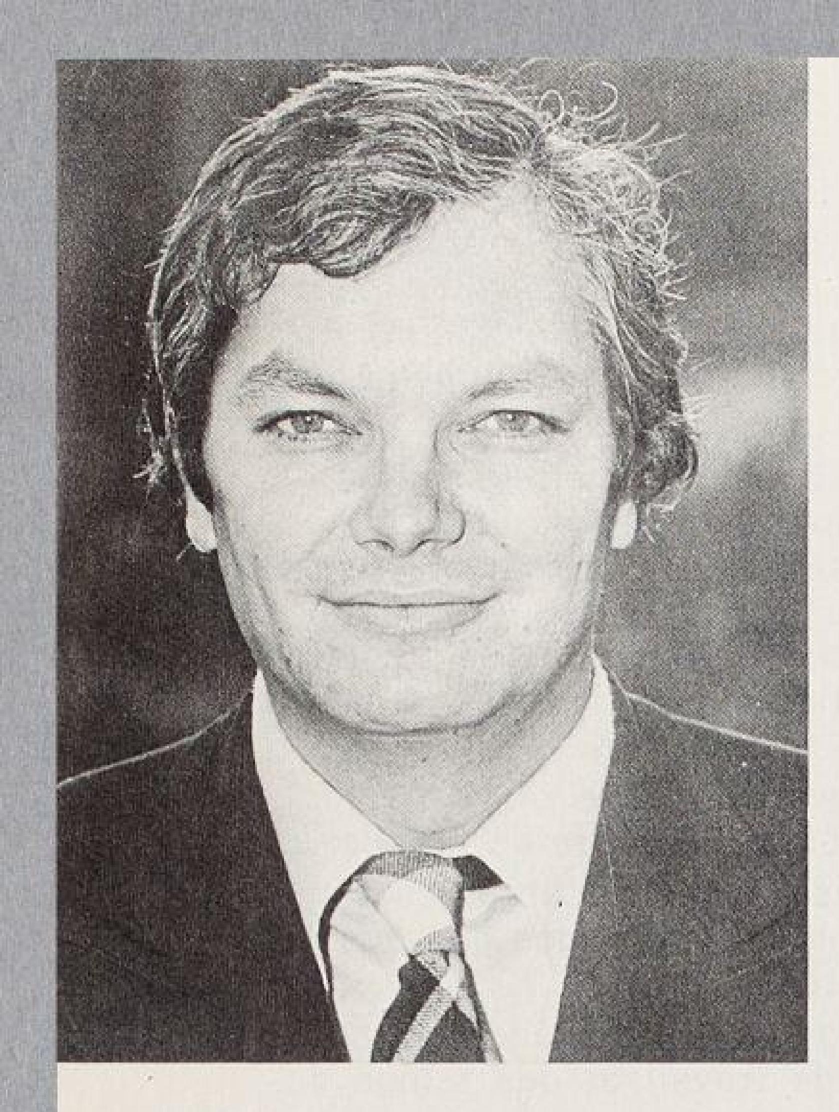
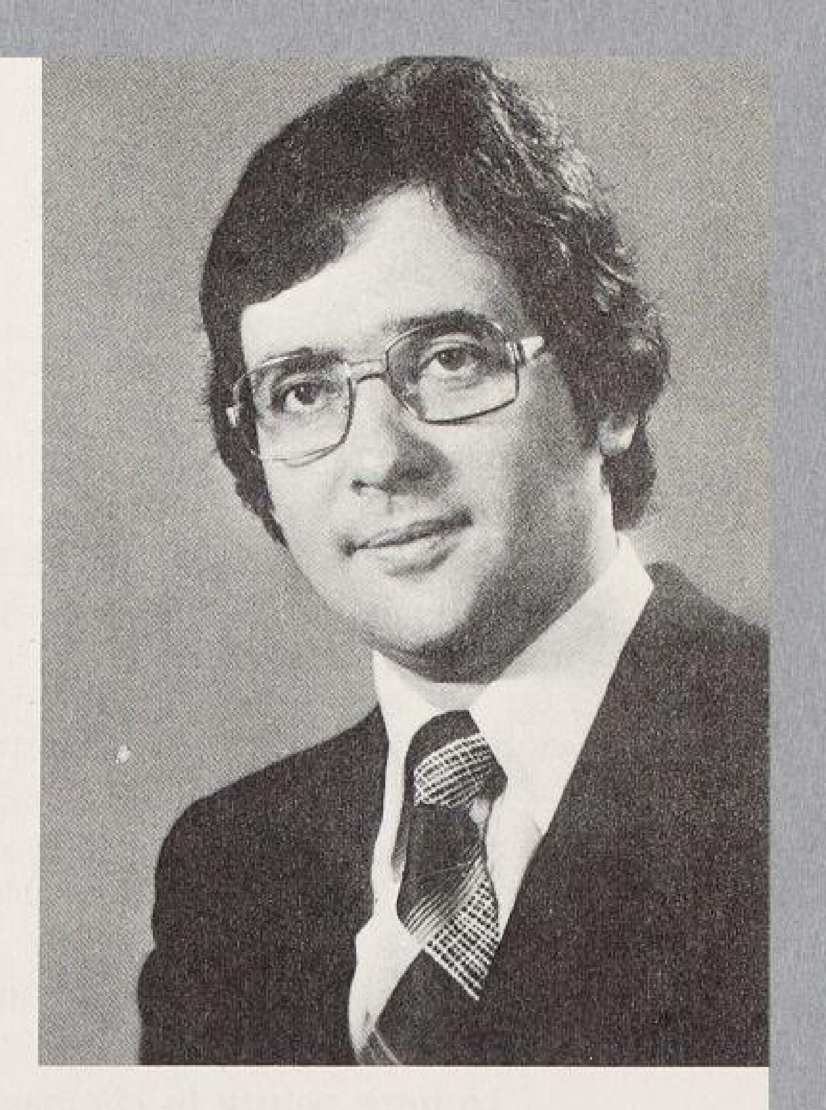


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

2e CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

du 12 Mars 1978



Jean-Paul PARISOT

Médecin Généraliste aux Sablons
32 ans - Père de 4 enfants

Michel BERNARD

Enseignant
Militant Syndicaliste
33 ans

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Père de 4 enfants, médecin généraliste aux Sablons depuis 7 ans, je suis confronté chaque jour avec les réalités et les problèmes qui engagent notre existence et notre avenir.

C'est cette expérience concrète et les conclusions que j'en ai tirées que je souhaite aujourd'hui mettre au service d'autrui, par l'intermédiaire de l'action politique.

Pour m'aider dans cette action, j'aurai à mes côtés Michel BERNARD, fils d'artisan, professeur de l'enseignement public à SAINT-CALAIS.

Il connaît bien les problèmes, les aspirations des jeunes et du monde rural dans lequel il vit depuis son enfance.

Ensemble, nous agirons à trois niveaux.

AU NIVEAU LOCAL

- Avec l'ensemble des élus et en particulier Jacques CHAUMONT, il faut poursuivre l'effort d'équipement de nos cantons (adduction d'eau, assainissement, installation de lignes téléphoniques, implantation d'entreprises industrielles, extension aux autres cantons de l'opération de maintien à domicile des personnes âgées conduite dans le canton du Grand-Lucé).
- Nous combattrons ceux qui font et feraient obstacle à l'intérêt général : la municipalité communiste ne semble pas décidée à saisir la chance économique offerte au Mans par la prochaine arrivée, en juin 1978, de l'autoroute PARIS-LE MANS.

Qu'ont fait Monsieur JARRY et Monsieur BOULÁY des 415 millions d'anciens francs versés par la région pour la réalisation d'une nouvelle zone industrielle ?

Pourquoi Monsieur BOULAY et Monsieur JARRY bloquent-ils permis de construire, travaux publics, opérations programmées ?

Pourquoi mettent-ils en difficulté certaines entreprises mancelles du bâtiment et des travaux publics, en faisant appel à des entreprises venues de loin plutôt qu'aux entreprises sarthoises ?

Est-ce une politique active en faveur de l'emploi ?

- Ensemble, nous souhaitons être au service de tous et assurer un contact et une large concertation avec l'ensemble des électrices et des électeurs.

Pour ce faire, nous nous engageons à tenir des permanences régulières au Mans, dans les chefs-lieux de cantons et dans les communes.

AU NIVEAU RÉGIONAL

Elu, je serai conseiller régional de droit, je mettrai tout en œuvre pour obtenir :

- la construction, en priorité, des C.E.G. de Bouloire et Bessé-sur-Braye,
- l'inscription de contrats de pays pour les cantons de Montfort-le-Rotrou et de Saint-Calais

(un contrat est en cours de discussion pour le canton du Grand-Lucé et de La Chartre, le canton de Bouloire ne peut bénéficier de ce type de contrat en raison du refus de Monsieur DOUYERE, Maire de Bouloire, qui fait ainsi perdre 150 millions d'anciens francs de subventions pour la région bilurienne).

AU NIVEAU NATIONAL

Beaucoup de Françaises et de Français veulent du changement ou « le » changement. Ils ont raison ; tout évolue mais ce changement doit se faire sans la révolution.

La France a plus changé en 20 ans qu'à aucune époque de son histoire et la V[e] République a fait de notre pays une grande puissance respectée.

Pour continuer ce changement, nos objectifs sont clairs :

1) **La lutte contre le chômage suppose :**
   - une relance globale de l'économie,
   - une diminution progressive du temps de travail,
   - la retraite à la carte,
   - l'aide aux Petites et Moyennes Entreprises et l'arrêt de l'encadrement du crédit,
   - la revalorisation du travail manuel,
   - l'amélioration de la formation professionnelle,

2) **La réduction des inégalités et la justice sociale nécessitent :**
   - une revalorisation des prestations sociales et des plus basses rémunérations,
   - une exonération fiscale pour les plus bas revenus,
   - la participation des travailleurs et des cadres aux bénéfices, au capital et aux responsabilités,
   - les agriculteurs, qui sont pour l'avenir la relance de notre pays, doivent pouvoir vivre de leur travail avec la même sécurité que tous les autres travailleurs,
   - les artisans et les commerçants doivent être protégés des tracasseries administratives et assurés de leur avenir,
   - la place des personnes âgées doit être reconnue en leur assurant rapidement une pension égale au SMIC, l'aide ménagère et l'hospitalisation à domicile, la lutte contre l'isolement, le développement des clubs,
   - pour les handicapés, la notion de solidarité doit se substituer à la notion d'assistance avec le respect de la personne handicapée, citoyen à part entière et leur intégration dans la vie sociale et économique du pays.
   - Enfin, la condition des femmes doit s'améliorer par :
     - — la reconnaissance réelle et la revalorisation du rôle de la mère de famille,
     - — la reconnaissance du statut des femmes des commerçants, des artisans et des agriculteurs,
     - — l'amélioration et l'aménagement des conditions de travail et des temps de loisir.

3) **La protection de la nature et de l'environnement et une politique active en faveur de l'accession à la propriété individuelle.**

4) **La sécurité des citoyens.**

5) **La défense de la liberté.**

Le combat pour la liberté est aujourd'hui essentiel.

Le nombre de pays bénéficiant de régimes démocratiques ne cesse de se réduire. Il n'en subsiste plus qu'une vingtaine dans le monde.

Au-delà de la crise économique qui résulterait infailliblement de l'application du programme commun, c'est ce combat pour la liberté qui donne son sens total à notre engagement politique et à notre volonté de vaincre, car nous savons trop l'incompatibilité fondamentale entre le communisme et la liberté.

Liberté d'éduquer ses enfants, liberté d'entreprendre, liberté de circuler, liberté de penser, liberté d'adhérer au syndicat de son choix, liberté d'écrire, liberté d'expression, toutes ces libertés ont disparu de l'Asie à l'Amérique Latine, du Chili aux goulags soviétiques.

Face à l'importance de l'échéance des 12 et 19 Mars prochains :

- **pour défendre une société**
  - **— qui restera attachée aux principes d'indépendance et de défense nationale mises en cause par le Général de Gaulle et Georges Pompidou,**
  - **— qui continuera à reconnaître la valeur essentielle de la cellule familiale,**
  - **— qui encouragera l'initiative et la responsabilité individuelle,**
  - **— qui assurera la sécurité des biens et des personnes,**
  - **— qui laissera la possibilité aux femmes et aux hommes de bonne volonté de construire ensemble une société plus juste.**
- **pour réaliser ensemble nos objectifs**

Je compte sur vous, vous pouvez compter sur moi.
Dès le 12 Mars, votez massivement pour

Jean-Paul PARISOT - Michel BERNARD

MAJORITÉ - RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

VU LES CANDIDATS

Le Mans Imprimerie Coulleaux